La manifestation des jeunes à Tindouf annonce le début d'une révolte qui ne s'éteindra pas tant que l'injustice et les souffrances persistent

Actualité Maroc

Posté par: Visiteur

Publié le : 07-03-2011 20:52:41

Le militant sahraoui Mustapha Salma Ould Sidi Mouloud a indiqué que la manifestation des jeunes samedi dans les camps de Tindouf, dans le sud de l'Algérie, annonce le début d'une révolte contre le polisario qui ne s'éteindra pas tant que l'injustice et les souffrances des séquestrés persistent dans ces camps.

Joint par téléphone depuis Nouakchott, Mustapha Salma a souligné dans une déclaration diffusée, dimanche soir, par la chaîne de télévision régionale de Laâyoune, que cette manifestation constitue "un cri contre l'injustice et le despotisme dont souffrent les jeunes depuis plus de trois décennies", relevant que cette situation est l'accumulation d'une trentaine d'années de souffrances et de marginalisation.

Mustapha Salma a dénoncé cette situation douloureuse provoquée par des gens "qui se proclament d'un mouvement de libération alors qu'ils ne cessent de réprimer la liberté et de porter atteinte à la dignité humaine".

A travers cette manifestation, a-t-il souligné, les jeunes expriment leur rejet de cette situation et la poursuite de leur révolte jusqu'à la réalisation du changement, soulignant que les jeunes veulent envoyer un message claire au dénommé Mohamed Abdelaziz selon lequel "son aventure politique est finie" et que le "polisario n'a rien à présenter aux sahraouis".

Mustapha Salma a exprimé son soutien à ce mouvement de protestation, qui constitue le début d'une révolte en vue de redresser la situation et de réclamer la démocratie dans les camps de Tindouf.

La chaîne de télévision régionale a indiqué, en citant un des participants à la manifestation, que plus de 500 jeunes se sont rassemblés devant le siège du soi-disant quartier général du front du polisario à Rabouni, pour revendiquer le changement et l'ouverture d'une enquête sur les violations des droits de l'Homme, la réparation des victimes, le respect du droit de libre circulation, l'amélioration des conditions de vie des séquestrés et le jugement des corrompus.
MAPF